

Tarif 2024 – Sommaire

Document de consultations

Table des matières

.....	1
Élaboration du Tarif et consultations des entreprises : un processus légal encadré ..	3
Le Tarif 2024 dans un contexte de transition et d'inflation.....	4
Écomodulation du Tarif de ÉEQ : un outil évolutif	5
1. Désamalgame des fibres alternatives et des bombes aérosols en aluminium – <i>NOUVEAU</i>	5
2. Malus pour le polychlorure de vinyle (PVC) et l'acide polylactique (PLA) et autres plastiques dégradables – <i>NOUVEAU</i>	5
3. Reconduction du bonus incitatif à l'écoconception pour une 4 ^e année	6
4. Reconduction du crédit pour contenu recyclé post-consommation et autres initiatives à venir	6
Mise à jour des intrants pour élaborer le Tarif 2024	7
1. Hausse des coûts nets déclarés pour 2023	7
2. Allocation des coûts à chaque matière	8
3. Frais de gestion ÉEQ et autres provisions : augmentation de 2,8 % de la part relative	10
4. Quantités attendues à la baisse	11
5. Taux de récupération ajustés pour deux matières problématiques	12
6. Mise à niveau de l'étude d'ACA	12
Coûts attribués à ÉEQ et variation des taux	12
Tarifs fixes	14
Grille de contributions 2024	15
1. Projet de grille de contributions du Tarif 2024	15
2. Explication des variations de taux	16
Règles d'application.....	17
Retrait de la notion de revenus pour admissibilité à une exemption de paiement ou à un tarif fixe	17
Écomodulation	18
Annexe I – Taux de récupération et coûts nets des matières utilisés dans le Tarif 2024	19

Élaboration du Tarif et consultations des entreprises : un processus légal encadré

Le processus d'élaboration tarifaire suit une séquence bien établie en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) et de son règlement sur le régime de compensation. À cet effet, ÉEQ doit déposer un projet de Tarif au 31 décembre de chaque année, en ayant suivi toutes les étapes préalables à son approbation finale par son conseil d'administration.

Le projet de Tarif est donc soumis aux entreprises et aux organisations assujetties dans le cadre d'un processus de consultations. Ce processus chapeaute divers mécanismes et porte sur les règles d'application ainsi que sur la méthodologie d'élaboration de la grille de contributions pour chaque catégorie de matières. Il vise également à échanger avec le plus grand nombre d'entreprises et d'organisations assujetties. Le processus qui s'amorce pour le Tarif 2024 est le seizième mis en place par ÉEQ.



Pour chaque Tarif, le conseil d'administration de ÉEQ adopte un projet de Tarif qui est présenté aux entreprises et aux organisations dans le cadre d'un processus de consultation particulière. À la suite des activités de consultations, ÉEQ analyse les commentaires reçus et rédige un rapport sur les conclusions tirées lors de l'exercice. Le Tarif et le rapport sont alors approuvés par le conseil d'administration, avec ou sans modification, avant d'être soumis à RECYC-QUÉBEC, qui évalue le respect du processus afin de recommander le Tarif au gouvernement du Québec. C'est ce dernier qui l'approuve avant de le publier dans la *Gazette officielle du Québec*.

Ce document présente les principales modifications apportées à la grille de contributions et aux règles d'application pour l'année d'assujettissement 2024. La période de consultations s'étend du 24 octobre au 14 novembre 2023, et comprend deux rencontres virtuelles qui se tiendront le 31 octobre 2023 (l'une en français, l'autre en anglais).

Le Tarif 2024 dans un contexte de transition et d'inflation

L'élaboration du Tarif 2024 s'inscrit dans un contexte de transition vers la modernisation de la collecte sélective et la responsabilité élargie des producteurs (REP), et le système de collecte sélective québécois n'échappe pas au contexte socio-économique qui influence les coûts des organismes municipaux. L'inflation ainsi que la pénurie de main d'œuvre et d'équipements, sont des facteurs qui affectent à la hausse les coûts à compenser, tant les coûts de collecte que de ceux du tri.

Bien que le régime de compensation actuel arrive à échéance en 2025, des améliorations sont proposées afin de mettre à jour les intrants qui alimentent la formule tarifaire, et d'assurer l'évolution des mesures d'écomodulation.

La grille tarifaire a donc été élaborée à la suite d'échanges avec les organismes municipaux afin d'estimer les coûts à compenser tout en considérant les quantités de matières déclarées par les entreprises assujetties lors de leur déclaration du Tarif 2023 et de suivre les tendances du marché. Bien que nous n'anticipions pas initialement de fluctuations importantes dans les quantités déclarées, des baisses ont été décelées pour les contenants et les emballages, lesquelles s'expliqueraient notamment par l'essoufflement de certaines habitudes de consommation créées par la pandémie.

Suivant la publication du *Règlement modifiant le Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles* le 30 août dernier, les règles tarifaires ont, quant à elles, fait l'objet d'une mise à jour afin de considérer certains changements réglementaires. Il est toutefois important de noter que ces changements ont un impact opérationnel limité et apportent surtout des précisions ou sont considérés comme étant plutôt de nature linguistique. Les règles ont également été ajustées afin de refléter certains changements introduits dans les nouvelles politiques, développées en lien avec le contrat d'adhésion des producteurs, et ainsi permettre une plus grande fluidité vers la REP, mais également afin de modifier l'un des critères d'admissibilité pour bénéficier d'une exemption de paiement ou d'un tarif fixe afin de responsabiliser davantage les entreprises quant aux matières qu'elles mettent en marché.

Toutes les entreprises et les organisations assujetties doivent produire et soumettre à ÉEQ une déclaration de matières mises sur le marché au Québec afin de déterminer leur contribution payable.

Le montant de cette contribution est obtenu en multipliant la quantité de chacune des matières par le taux applicable à cette matière, comme indiqué dans la grille de contributions de l'année d'assujettissement visée, puis en additionnant l'ensemble de ces montants.

Écomodulation du Tarif de ÉEQ : un outil évolutif

Toujours appuyé par sa feuille de route vers l'écomodulation de son Tarif, ÉEQ poursuit l'évolution de la formule vers une tarification toujours plus en lien avec l'impact de chaque matière sur l'ensemble du système. Bien que la tarification prenne en compte depuis longtemps les principes d'écomodulation, en favorisant par exemple, la réduction à la source et la récompense des bonnes pratiques, la performance de la collecte sélective repose notamment sur de meilleures décisions lors de la conception des emballages et des directives claires sur les pratiques à éviter.

Pour le Tarif 2024, le conseil d'administration de ÉEQ a donc approuvé le désamalgame de deux matières, l'introduction de malus pour deux autres matières et le prolongement des mesures déjà en place.

1. Désamalgame des fibres alternatives et des bombes aérosols en aluminium – NOUVEAU

Tout d'abord, les fibres alternatives ont été désamalgamées de la matière « Carton plat et autres emballages en papier » afin de permettre une meilleure évaluation du gisement, puisque des études sont en cours pour mieux comprendre la compatibilité de ces matières avec la filière de recyclage du papier-carton. Les fibres alternatives regroupent toutes les fibres de plantes annuelles qui ne sont pas issues du bois, comme le bambou, la bagasse et la paille de blé. Ainsi, pour le Tarif 2024, le taux sera le même que celui-ci du carton plat, mais il pourrait évoluer au cours des prochaines années, selon le résultat de ces études.

Ensuite, les bombes aérosols en aluminium ont été désamalgamées de la matière « Autres contenants et emballages en aluminium ». Bien que le taux du Tarif 2024 demeure également le même que celui de la matière avec laquelle elles étaient amalgamées, cette mesure vise à favoriser une meilleure modélisation du coût de cette matière dans le système, considérant que le comportement des bombes aérosols est différent de celui des autres contenants et emballages en aluminium.

2. Malus pour le polychlorure de vinyle (PVC) et l'acide polylactique (PLA) et autres plastiques dégradables – NOUVEAU

Annoncé depuis la consultation sur le Tarif 2022, le malus sur le polychlorure de vinyle (PVC) et sur l'acide polylactique (PLA) et autres plastiques dégradables est introduit au Tarif 2024. Ces matières sont désamalgamées depuis cette annonce, ce qui a permis à ÉEQ de recueillir des données sur les quantités générées. Bien que le taux de ces matières soit déjà parmi les plus élevés, l'objectif est de décourager leur utilisation. En effet, ces deux matières ont été

ciblées notamment parce qu'elles ne disposent pas de filière de recyclage et que leur présence dans le système contamine les autres matières et réduit ainsi leur qualité.

Le malus vise tout contenant ou emballage dont la matière majoritaire est composée de l'une de ces matières, peu importe que celui-ci soit rigide ou flexible. Le polychlorure de vinylidène (PVDC), dont la composition et les enjeux sont similaires au PVC et d'autres plastiques dégradables comme les plastiques oxodégradables et le polyhydroxyalcanoate (PHA) sont donc également visés par le malus.

Il est important de noter que le taux du malus sera évolutif afin de permettre aux entreprises d'apporter les changements nécessaires. La pénalité pour le Tarif 2024 sera de l'ordre de 20 % et sera appliquée automatiquement sur le taux de la matière lors de la facturation pour toute déclaration détaillée. Ce taux sera révisé pour les années suivantes.

Les sommes récoltées seront déposées dans un fonds servant à soutenir des activités visant la substitution de ces matières et d'autres activités de recherche et développement, et nos équipes travaillent à mettre en place des ressources supplémentaires afin d'appuyer les entreprises dans leurs démarches. Un webinaire sur le sujet est prévu au premier trimestre de 2024.

3. Reconduction du bonus incitatif à l'écoconception pour une 4^e année

C'est avec joie que nous annonçons que le bonus incitatif à l'écoconception, introduit comme projet-pilote en 2021, se voit reconduit pour une 4^e année. L'intérêt des entreprises pour le bonus augmente chaque année, suivant la simplification de l'approche et la bonification des montants disponibles, et ce, depuis le Tarif 2022.

En guise de rappel :

- Bonus admissible de 50 % pour les matières visées par la démarche
- Montant plancher de 5 000 \$, plafonné à la contribution totale si celle-ci est inférieure à 5 000 \$
- Montant plafond de 25 000 \$ par demande et de 60 000 \$ par entreprise

Les critères généraux d'admissibilité demeurent les mêmes et tous les détails du bonus se retrouvent sur notre site Internet, où vous y trouverez également des démarches d'écoconception récompensées depuis le lancement du programme.

4. Reconduction du crédit pour contenu recyclé post-consommation et autres initiatives à venir

Le crédit pour contenu recyclé post-consommation est reconduit pour le Tarif 2024, avec l'ajout de l'obligation de soumettre un formulaire de demande avant la date limite de déclaration. Une étude a débuté afin d'actualiser le crédit en vue de la REP.

ÉEQ a procédé à la réalisation d'un bilan de mi-parcours pour sa feuille de route d'écomodulation 2021-2025 et brossé le portrait des principales réalisations. Par ailleurs, nos équipes ont également effectué un balisage de l'approche par rapport à d'autres éco-organismes à l'international. Elles travaillent actuellement à une mise à jour de la feuille de route afin de refléter diverses initiatives en cours visant à mener à une éventuelle refonte de la formule tarifaire dans le cadre de la REP. Plus d'information à ce sujet sera partagée au cours des prochains mois.

Mise à jour des intrants pour élaborer le Tarif 2024

L'élaboration d'un Tarif considère plusieurs intrants, lesquels sont obtenus soit par des études (taux de récupération, coûts nets de la matière), soit par des estimations (coûts nets municipaux, quantités déclarées attendues des entreprises) ou des données connues (frais ÉEQ).

1. Hausse des coûts nets déclarés pour 2023

L'estimation des coûts de collecte et de transport considère les renouvellements de contrats ainsi que la hausse de l'Indice des prix à la consommation du transport. Pour les coûts de tri et de conditionnement, l'estimation s'appuie sur les renouvellements de contrats entre les municipalités et les centres de tri, ainsi que sur les hausses moyennes par classe de municipalités. Une série d'entretiens a été conduite avec les organismes municipaux les plus peuplés afin de connaître plus précisément leurs projections de coûts pour l'année 2023. Puisque la compensation d'une municipalité est calculée en fonction de sa performance comparativement à celle de son groupe, cette approche est privilégiée depuis quelques années afin de suivre non seulement la variation des coûts pour une municipalité, mais également celle des autres municipalités de son groupe.

Facteur performance et efficacité (PE)

Le calcul du facteur PE est défini dans le règlement, et permet de réduire les surcoûts en comparant les municipalités au sein de six groupes établis en fonction de leur population et de leur distance des grands centres que sont Montréal et Québec.

Après une légère baisse l'an dernier, ÉEQ anticipe que les coûts nets 2023 qui seront déclarés par les municipalités d'ici la fin de l'été 2024 connaîtront une hausse significative. Cette augmentation s'explique entre autres par le renouvellement des contrats de collecte de plusieurs organismes municipaux au cours de l'année 2023. Nous estimons que plus de 90 contrats sont concernés par un renouvellement, dont certains pour des organismes faisant partie du top 10 des municipalités les plus peuplées.

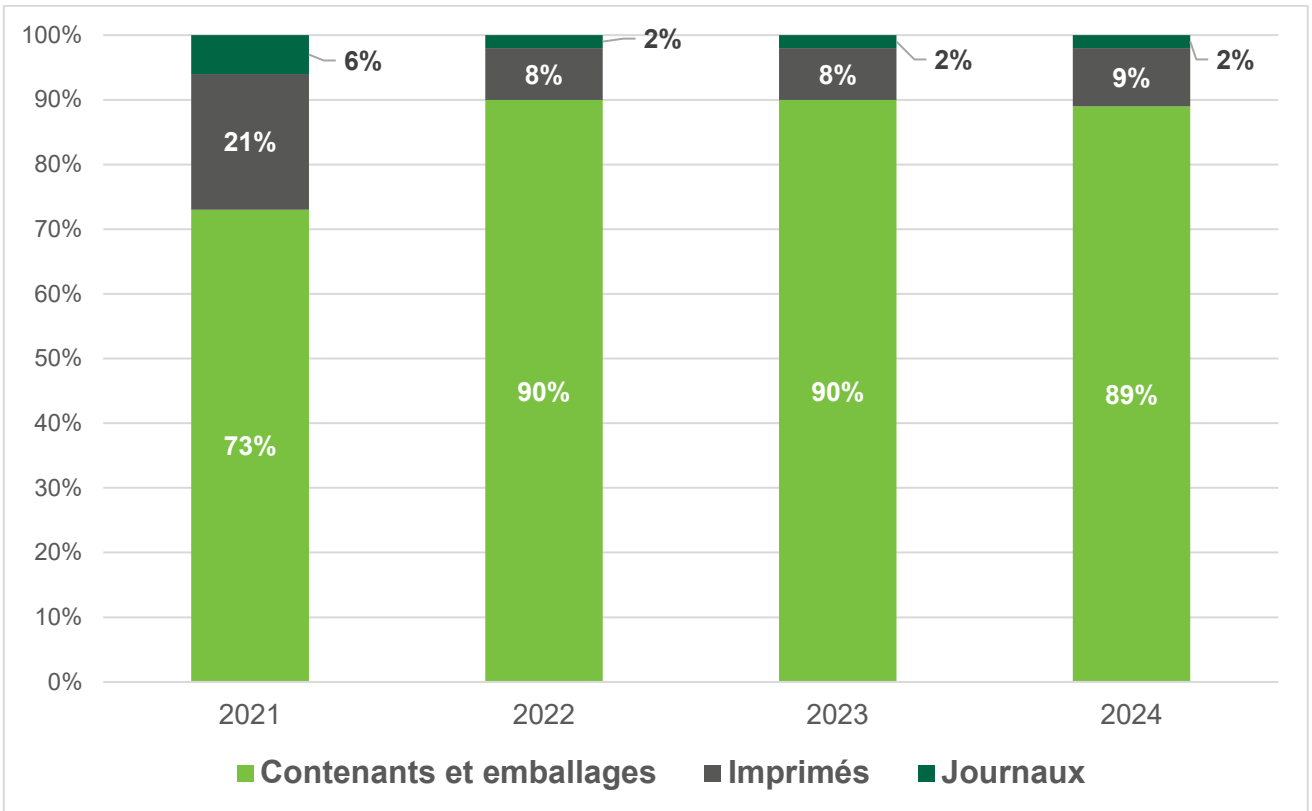
Nous anticipons également que l'impact de la pénurie de main-d'œuvre et d'équipements ainsi que l'augmentation de l'Indice des prix à la consommation se refléteront dans les coûts nets municipaux et auront un effet à la hausse sur ceux-ci.

Ainsi, ÉEQ anticipe des coûts nets 2023 pour le Tarif 2024 de 236,0 M\$, en hausse de 8,7 % par rapport à l'estimation des coûts nets 2022 pour le Tarif 2023.

	Tarif 2023	Tarif 2024
Coûts nets municipaux totaux estimés	227,3 M\$	259,5 M\$
Déduction matières non visées (6,45 %)	(14,7) M\$	(16,7) M\$
Déduction facteur PE	(12,6) M\$	(25,2) M\$
Frais de gestion municipaux (8,55 %)	17,1 M\$	18,6 M\$
Coûts admissibles efficaces et performants totaux	217,2 M\$	236,0 M\$
<i>Variation</i>		8,7 %

2. Allocation des coûts à chaque matière

Depuis 2022, suivant une modification réglementaire, le Tarif calcule directement la part des coûts alloués à chaque matière, sans égard aux catégories de matières. Le poids relatif de chacune des catégories de matière n'a pratiquement pas varié cette année.



Les proportions des coûts alloués aux imprimés, aux journaux et aux contenants et emballages sont sensiblement les mêmes pour le Tarif 2024 que pour les années précédentes. La part de ÉEQ s'élève à 231,4 M\$, en hausse de 8,6 % par rapport à l'estimation du Tarif 2023.

	Tarif 2023	Tarif 2024
Coûts admissibles efficaces et performants totaux	217,2M\$	236,0 M\$
Déduction de la part des journaux	(4,1) M\$	(4,6) M\$
Coûts admissibles efficaces et performants ÉEQ	213,1 M\$	231,4 M\$
<i>Variation</i>		8,6 %

3. Frais de gestion ÉEQ et autres provisions : augmentation de 2,8 % de la part relative

Les frais de gestion ÉEQ et autres provisions représentent 16,3 M\$ pour le Tarif 2024, soit 2,1 M\$ de plus que le montant prévu au Tarif 2023. Les frais de gestion ÉEQ sont de 8,6 M\$, un montant représentant 3,4 % des contributions totales prévues au Tarif 2024. Par ailleurs, ÉEQ maintient stable le solde de la provision pour mauvaises créances, à 2 % des contributions anticipées, afin de couvrir de possibles faillites d'entreprises ainsi que des contestations éventuelles. Enfin, en continuité avec les engagements financiers prévus au plan Verre l'innovation, un montant de 0,6 M\$ est alloué au verre pour les frais engagés pour le soutien à la participation des centres de tri, conformément aux orientations prises par le conseil d'administration en décembre 2017. Mentionnons finalement que l'indemnité maximale à RECYC-QUÉBEC demeure la même à 2,9 M\$.

En accord avec le conseil d'administration, le fonds de risque a été maintenu à 3,0 % des coûts admissibles. En considérant le montant déjà disponible dans le fonds de risque, ceci requiert un montant supplémentaire de 1,4 M\$.

	Tarif 2023	Tarif 2024
Frais de gestion ÉEQ	8,2 M\$	8,6 M\$
Provisions mauvaises créances	4,5 M\$	4,9 M\$
Soutien à la participation : plan Verre l'innovation	0,6 M\$	0,6 M\$
Provision crédit contenu recyclé	0,4 M\$	0,4 M\$
Déclarations anticipées des petits générateurs	(2,4) M\$	(2,5) M\$
Indemnité RECYC-QUÉBEC	2,9 M\$	2,9 M\$
Fonds de risque	---	1,4 M\$
Total frais ÉEQ et autres provisions	14,2 M\$	16,3 M\$
<i>Part des coûts admissibles efficaces et performants ÉEQ</i>	<i>6,7 %</i>	<i>7,0 %</i>

Ainsi, les coûts totaux à considérer dans le calcul du Tarif 2024 sont de 247,7 M\$, en hausse de 9,0 % par rapport aux mêmes coûts pour le Tarif précédent.

Tarif 2023	Tarif 2024
------------	------------

Coûts admissibles efficaces et performants ÉEQ	213,1 M\$	231,4 M\$
Frais ÉEQ et autres provisions	14,2 M\$	14,9 M\$
Fonds de risque en lien avec la politique	---	1,4 M\$
Coûts totaux ÉEQ avant affectations	227,3 M\$	247,7 M\$
<i>Variation</i>		9,0 %

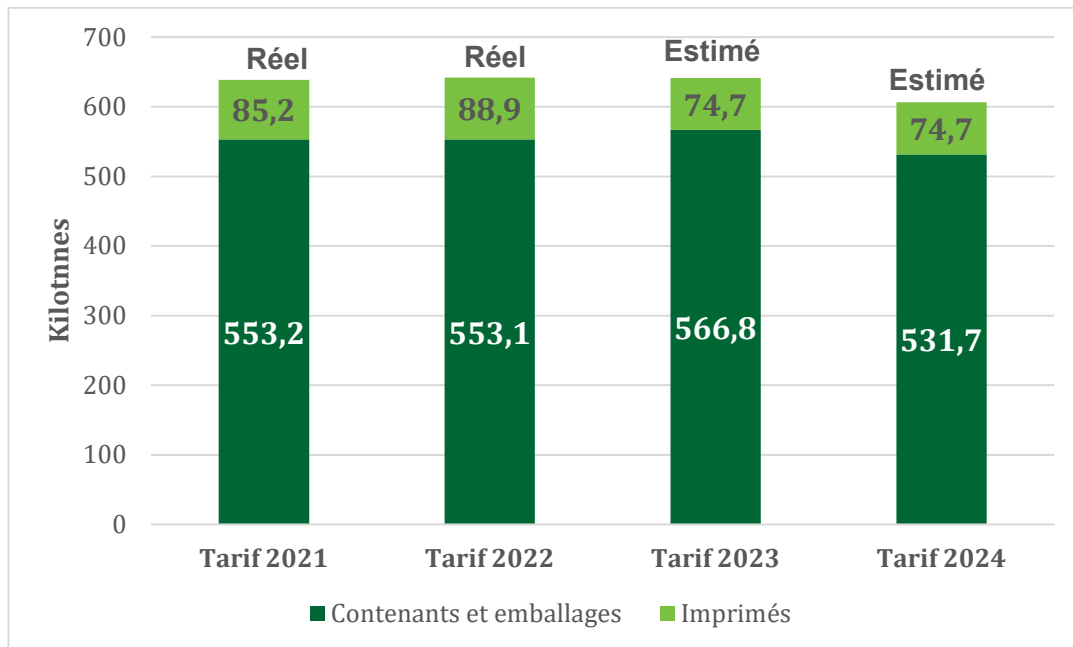
4. Quantités attendues à la baisse

Bien que nous n'anticipions pas initialement de fluctuation importante dans les quantités déclarées, des baisses ont été décelées suivant la période de déclaration du Tarif 2023.

Pour les Contenants et emballages, il s'agit notamment de baisses pour les secteurs de la rénovation et de la restauration rapide, ainsi que pour certains produits de consommation. Les habitudes créées par la pandémie s'essoufflent et un retour « à la normale » est anticipé pour ces secteurs. Les quantités attendues ont donc été estimées suivant les tendances des années précédant la pandémie.

Pour les Imprimés, les quantités déclarées anticipées pour l'année 2023 sont stables.

L'inflation aura certes un impact sur les comportements d'achat des Québécois en cette période post-Covid. Les problèmes globaux d'approvisionnement exerceront également une influence sur la consommation et les choix d'emballages des entreprises contributrices. Il est à noter que l'assujettissement des entreprises du commerce électronique a également été considéré dans l'estimation des quantités déclarées.



5. Taux de récupération ajustés pour deux matières problématiques

Les taux de récupération ont été mis à jour cette année. On se rappelle que ÉEQ avait entrepris une nouvelle étude de caractérisation des matières résiduelles résidentielles en 2022. Les dernières données ont été reçues le 24 avril dernier. Ces données ont permis de recalculer des taux de récupération plus récents pour le Tarif 2024. Tout comme pour l'année dernière, les taux des catégories « Bois et liège » et « Céramique et porcelaine » ont été ajustés à zéro.

6. Mise à niveau de l'étude d'ACA

Un travail d'envergure a été réalisé en 2021 afin d'actualiser les paramètres opérationnels et financiers qui composent le modèle d'allocation des coûts par activité (ACA). En 2022 et 2023, plusieurs intrants facilement accessibles avaient été mis à jour afin de modéliser le système de manière plus précise.

Le Tarif 2024 est basé sur le modèle mis à jour cette année. Une fois de plus, certains paramètres ont été mis à niveau pour assurer des coûts nets de collecte, de transport, de tri et de conditionnement pour chaque matière, issus du modèle de l'ACA. La mise à niveau de cette année considère entre autres les investissements en centres de tri, la hausse des coûts de main-d'œuvre, l'impact de l'inflation notamment sur le prix du carburant et l'évolution du prix de vente des matières recyclables.

Coûts attribués à ÉEQ et variation des taux

En considérant tous ces éléments, les coûts totaux pour l'ensemble des matières à prendre en compte dans la formule de tarification s'élèvent donc à 247,7 M\$, soit une hausse globale de 15,3 % par rapport à 2023. En prenant en compte les quantités déclarées anticipées, le taux moyen pour l'ensemble des matières est de 408,39 \$/t.

	Tarif 2023	Tarif 2024
Contribution ÉEQ totale	227,3 M\$	247,7 M\$ +9,0 %
Quantités déclarées estimées	641,5 kt	606,5 kt -5,5 %
Taux moyen	354,29 \$/t	408,39 \$/t + 15,3 %

Comme mentionné précédemment, l'impact varie entre les matières et entre les catégories de matières. De façon générale, la surestimation des quantités attendues lors du Tarif précédent et l'augmentation des coûts à compenser expliquent la variation moyenne de 29,5 % pour les imprimés et de 14,2 % pour les contenants et emballages.

Imprimés		
	Tarif 2023	Tarif 2024
Coûts totaux part Imprimés	18,4 M\$	23,8 M\$
Provision crédit contenu recyclé	0,1 M\$	0,1 M\$
Fonds Imprimés	0,0 M\$	0,0 M\$
Contribution totale	18,5 M\$	23,9 M\$ 29,5 %
Quantités déclarées attendues	74,7 kt	74,7 kt 0 %
Taux moyen	247 \$/t	320 \$/t 29,5 %

Contenants et emballages (CE)		
	Tarif 2023	Tarif 2024
Coûts totaux part CE	208,5 M\$	223,5 M\$
Provision crédit contenu recyclé	0,3 M\$	0,3 M\$
Fonds CE	0 M\$	0 M\$
Contribution totale	208,8 M\$	223,8 M\$ 7,2 %
Quantités déclarées attendues	566,8 kt	531,7 kt -6,2 %
Taux moyen	368 \$/t	421 \$/t 14,2 %

Tarifs fixes

Les taux des tarifs fixes sont établis en fonction de la variation du taux moyen des matières entre le Tarif 2023 et le Tarif 2024. Les montants sont ensuite arrondis.

Tarifs fixes		
Critères d'admissibilité	Tarif 2023	Tarif 2024
> 1 t et < 2,5 t	880 \$	1 010 \$
> 2,5 t et < 5 t	1 770 \$	2 040 \$
> 5 t et < 10 t	3 530 \$	4 070 \$
> 10 t et < 15 t	5 310 \$	6 120 \$

Grille de contributions 2024

1. Projet de grille de contributions du Tarif 2024

Matière	Tarif 2024 \$/t	Variation %
Imprimés	320,01	29,5
Encarts et circulaires imprimés sur papier journal	276,44	25,1
Catalogues et publications	390,75	35,0
Magazines	390,75	35,0
Annuaire téléphonique	390,75	35,0
Papier à usage général	390,75	35,0
Autres imprimés	390,75	35,0
Contenants et emballages	420,80	14,2
<u>Papier et carton</u>	365,33	16,1
Carton ondulé	282,02	9,4
Sacs d'emplettes de papier kraft	282,02	9,4
Emballages de papier kraft	282,02	9,4
Carton plat et autres emballages de papier	371,71	12,9
Contenants à pignon	425,83	19,3
Laminés de papier	595,35	28,7
Contenants aseptiques	508,38	20,3
Liège et bois	777,51	30,1
Fibres alternatives	371,71	---
<u>Plastiques</u>	649,74	13,5
Bouteilles et contenants PET	436,73	-1,3
Bouteilles et contenants HDPE < 5 L	271,19	12,4
Plastiques stratifiés	874,15	19,1
Pellicules HDPE et LDPE	914,32	22,5
Sacs d'emplettes de pellicules HDPE, LDPE	914,32	22,5
Polystyrène expansé alimentaire	1 446,85	13,5
Polystyrène expansé de protection	1 446,85	13,5
Polystyrène non expansé	1 446,85	13,5
Polychlorure de vinyle (PVC)	1 446,85	13,5
PLA et autre plastiques dégradables	1 446,85	13,5
Polypropylène (PP)	451,06	7,3
Autres plastiques, polymères et polyuréthane	580,47	21,6
<u>Aluminium</u>	65,11	-68,5
Contenants pour aliments et breuvages alu.	65,11	-68,5
Autres contenants et emballages en aluminium	65,11	-68,5
Bombes aérosol en aluminium	65,11	---

Matière	Tarif 2024 \$/t	Variation %
Acier	287,69	19,5
Bombes aérosol en acier	287,69	19,5
Autres contenants en acier	287,69	19,5
Verre	323,17	24,6
Verre clair	322,55	25,6
Verre coloré	323,06	23,7
Céramique et porcelaine	719,19	34,8
Taux moyen global	408,39	15,3

2. Explication des variations de taux

Pour le Tarif 2024, les taux varient de -68,5 % à 35,0 %.

Variation moyenne de taux	Nombre de matières
Diminution	4
Entre 0 % et 10 %	4
Entre 10 % et 20 %	11
Supérieure à 20 %	15

Il existe d'importantes variations selon les matières :

Sous-catégorie de matières	Variation moyenne	Explications
Imprimés	29,5 %	Hausse due à l'augmentation des coûts bruts (gisement en baisse en raison de la nouvelle caractérisation).
Papier, carton et autres fibres	16,1 %	Hausse due à l'augmentation des coûts bruts et la diminution des quantités attendues, mais près de l'augmentation moyenne.
Plastiques	13,5 %	Taux relativement stables pour le PET et le HDPE en raison des prix de vente et des taux de récupération. Hausse près de la moyenne pour les autres plastiques.
Aluminium	-68,5 %	Diminution notable due au prix toujours élevé de la matière sur les marchés et à une nette amélioration du taux de récupération.
Acier	19,5 %	Hausse attribuable à l'inflation et à l'augmentation des coûts bruts, mais relativement près de l'augmentation moyenne.

Verre	24,6 %	Hausse des coûts bruts en raison des revenus négatifs et augmentation des coûts bruts.
-------	--------	--

Règles d'application

Les règles tarifaires ont fait l'objet d'une mise à jour afin de considérer certains changements réglementaires suivant la publication du règlement modifiant le règlement sur le régime de compensation. Il est toutefois important de noter que ces changements ont un impact opérationnel limité et apportent surtout des précisions ou sont considérés comme étant plutôt de nature linguistique.

Les règles d'application ont également été ajustées afin de refléter certains changements introduits dans les nouvelles politiques développées en lien avec le contrat d'adhésion des producteurs. Ces modifications permettront une transition plus fluide vers la REP. À cet effet, certaines conditions et modalités liées à la déclaration annuelle ont été ajoutées, notamment :

- Des précisions sur les renseignements à inclure dans la déclaration et à fournir aux fins de vérification (méthodologie détaillée, études réalisées justifiant la déduction et le motif de déduction, etc.) ;
- Une prolongation des délais alloués pour faire une demande de modifications (2 ans au lieu de 1 an), mais une réduction du nombre de jours (30 au lieu de 60) accordés pour produire les documents en lien avec cette demande ou lors des analyses de déclaration.

Retrait de la notion de revenus pour admissibilité à une exemption de paiement ou à un tarif fixe

Le nouveau cadre réglementaire de la REP vise à responsabiliser davantage les producteurs quant aux matières qu'ils mettent en marché. C'est dans cette optique que ÉEQ a décidé de retirer la notion de revenus pour l'admissibilité à une exemption de paiement ou à un tarif fixe, afin que les entreprises paient à la hauteur des quantités de matières qu'elles mettent en marché.

Initialement prévue pour alléger le fardeau administratif des petites entreprises, la notion de revenus étant limitée aux produits ou services mis en marché au Québec, certaines grandes entreprises bénéficiaient d'une exemption de paiement ou d'un tarif fixe basé sur cette formalité.

Des outils seront développés afin d'aider les entreprises à établir l'estimation des quantités mises en marché et des rencontres auront lieu auprès des associations sectorielles représentant les plus petites entreprises afin de les accompagner au besoin.

Il est à noter que l'exemption pour un détaillant ne possédant qu'un seul point de vente au détail dont la superficie est inférieure à 929 m² demeure.

Écomodulation

Outre la reconduction du bonus incitatif à l'écoconception, il est à noter que le crédit de 20 % sur le contenu recyclé postconsommation est également maintenu. Nous avons également fait l'ajout d'une section sur le malus (pénalité) pour le Polychlorure de vinyle (PVC) et l'Acide polylactique (PLA) et autres plastiques dégradables

Enfin, afin de refléter l'ensemble des changements présentés, des modifications ont également été introduites dans la grille de contributions de l'annexe A du projet de Tarif :

- Ajout des matières « Fibres alternatives » et « Bombes aérosol en aluminium »

Annexe I – Taux de récupération et coûts nets des matières utilisés dans le Tarif 2024

Les taux de récupération proviennent de l'Étude de caractérisation résidentielle 2022 réalisée pour le compte de ÉEQ. Les coûts nets des matières proviennent de la mise à niveau du Modèle d'allocation des coûts par activité 2023 réalisée par ÉEQ.

Matière	Taux de récup. 2022	Coût net ACA 2023 (\$/t)
Encarts et circulaires imprimés sur du papier journal	86,3 %	259,27
Catalogues et publications	84,5 %	259,75
Magazines	88,4 %	250,87
Annuaire téléphoniques	80,0 %	255,49
Papier à usage général	53,0 %	276,67
Autres imprimés	60,1 %	275,67
Carton ondulé	86,4 %	246,45
Sacs de papier kraft	58,2 %	246,45
Emballages de papier kraft	58,2 %	246,45
Carton plat et autres emballages de papier	72,9 %	308,97
Contenants à pignon	78,3 %	421,00
Laminés de papier	35,5 %	377,01
Contenants aseptiques	61,5 %	427,27
Bouteilles PET	77,2 %	367,49
Bouteilles HDPE	71,5 %	135,33
Plastiques stratifiés	28,7 %	731,89
Pellicules HDPE et LDPE	24,4 %	765,74
Sacs d'empilettes de pellicules HDPE et LDPE	24,0 %	765,74
Polystyrène expansé alimentaire	19,3 %	2 651,85
Polystyrène expansé de protection	19,3 %	2 651,85
Polystyrène non expansé	36,6 %	618,62
Contenants de PET	64,1 %	378,88
Polychlorure de vinyle (PVC)	52,2 %	441,34
Acide polylactique (PLA) et autres plastiques dégradables	36,4 %	494,30
Polypropylène (PP)	50,4 %	244,39
Autres plastiques, polymères et polyuréthane	44,2 %	391,94
Contenants pour aliments et breuvages en aluminium	59,7 %	(966,32)
Autres contenants et emballages en aluminium	19,8 %	56,81
Bombes aérosol en acier	27,3 %	88,67
Autres contenants en acier	66,0 %	100,70
Verre clair	83,1 %	313,74
Verre coloré	83,1 %	314,44
Céramique et porcelaine	0,0 %*	312,62
Liège et bois	0,0 %*	401,84

* Le taux de récupération de ces matières a été établi à 0 %.